

Prix Liberté 2020 : Participer au vote !



Des jeunes du monde entier élisent la personnalité 2020 pour le Prix Liberté parmi les trois personnalités suivantes :

[Loujain Al Hathloul](#), militante saoudienne des droits des femmes dans son pays.

[Père Pedro Opaka](#), pour son combat contre la grande pauvreté à Madagascar.

[Nasrin Sotoudeh](#), avocate iranienne spécialisée dans la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales

Cette sélection s'est opérée à partir des 238 propositions adressées par des jeunes de 13 nationalités (Burkina Faso, Egypte, Madagascar, Togo, Colombie, Canada, Etats-Unis, Cambodge, Inde, Liban, Espagne, Irlande, France). **Pour toute information et participer au vote : [rendez vous sur le site des Cemea France](#)**

Guide d'appui à l'intégration de l'approche genre dans son organisation par Coordination Sud



L'article est disponible [ici](#)

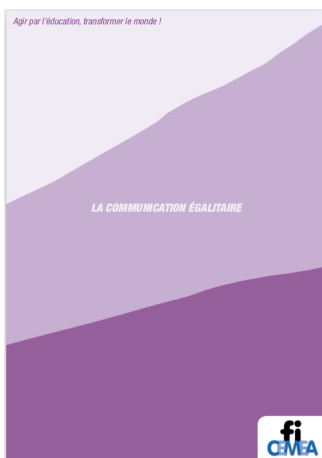
Coordination Sud “propose des ressources et outils pour que les organisations questionnent les rapports sociaux fondés sur le genre dans les différentes composantes de leur association (projet associatif, gouvernance, ressources humaines, communication) et puissent déceler les stéréotypes, les discriminations et les violences afin de les contrer.”

Coordination propose ce guide sous forme d'auto-évaluation de son organisation, et d'envisager des pistes d'actions afin de permettre une transformation de son organisation.

Le guide complet est disponible en cliquant sur l'image



Le guide de communication égalitaire rédigé par les contributions des membres de la FICEMEA est mentionné en ressources complémentaires de ce guide (Approche Genre par Coordination Sud) :



Guide de Communication Egalitaire disponible : [ici](#)

Quelques données et informations sur le système éducatif tunisien vue sous le prisme du droit à l'éducation

1. Accès, égalité et non-discrimination

En Tunisie, l'égalité des chances en éducation est devenue un mythe. Un fossé, de plus en plus large et profond, se creuse entre les élèves et étudiant(e)s des régions et familles défavorisées et ceux/celles des plus aisées.



- Les inégalités se cumulent et se renforcent au cours du cursus d'enseignement: bien évidents au niveau préscolaire, assez limités à l'école primaire, les clivages explosent à partir du collège. C'est généralement à ce niveau de la scolarité que les élèves les plus défavorisé(e)s, n'arrivent pas à acquérir les compétences nécessaires pour accéder au lycée et a fortiori à l'université.

Lire la suite [ici](#)

Marchandisation des savoirs, feu follet ou leurre durable ?

Extrait de l'article de François Simon – VEN 577« Toujours nouvelle l'éducation, oui mais pour qui ? »



Ce combat qu'il nous faut mener avec opiniâtreté contre la marchandisation des savoirs, qui avalise et consolide l'injustice en disant l'estomper est un autre de nos chantiers en cours, un combat pour freiner la puissance de l'argent (qui souvent aspire la raison d'être) dans le domaine de l'éducation et défendre le primat du sens.

Comment

y faire face, c'est la question à laquelle Morgane Peroche (déléguée permanente de

la FICEMEA), Luc Carton ¹et

Yannick Mével (CRAP Cahiers Pédagogiques) se sont efforcé·e·s de répondre, lors d'une table ronde.



Force est de constater que l'éducation est devenue au fil des années une marchandise comme les autres dans le droit international où l'essor du secteur privé, soutenu par le droit international, s'est substitué au rôle de l'État. En Afrique de l'Est les ONG sont parvenues à fait plier l'État. L'éducation a été pensée et ce depuis Lisbonne en 2000 (conseil européen sur la connaissance) comme un facteur lambda de la croissance économique, ce qui a accru s'il en était besoin la légitimité mercantile de l'accès aux savoirs. Et pourtant Idriss J Aberkane² qui a travaillé sur l'économie de la connaissance affirme que c'est un bien immatériel qu'on ne peut mesurer. En 2014, la FICEMEA s'est positionné sur 6 points : 1/Réaffirmation des textes internationaux, 2/Lutter contre désengagement états et soutenir les services publics pour la gratuité de l'enseignement, 3/Rôle régulateur de l'État (justice sociale), 4/Reconnaissance de la société civile, 5/Place des différents acteurs éducatifs (présence des différents éducateurs et éducatrices : parents, enseignant.es, animateurs et animatrices...), 6/Émancipation des personnes et pratiques collectives. Points auxquels viennent s'ajouter en Octobre 2019 une lettre à la Banque Mondiale.

La
FICEMEA, c'est
aussi
l'Appel Francophone contre la marchandisation de l'Éducation
en

2017 à Dakar (création du réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation : 6 organisations). Depuis, de nombreuses actions de plaidoyers ont été menées notamment la

rédaction des Principes

d'Abidjan³

qui disent bien le droit à l'éducation et mettent en avant et la

primauté de l'enseignement public et la régulation de la privatisation de l'enseignement.

Le capitalisme informationnel tend à vider notre cerveau de son temps disponible pour le remplir de contenus monnayables. On a désincorporé la culture de la socio-économie. Le monde n'est pas présentable. Il est en pleine crise de représentation et truffé de séismes sociaux. Le savoir est démonopolisé et si les enfants le savent, les enseignant·e·s eux·elles pas forcément et c'est là que le bât blesse. Il y a ce gouffre creusé entre les tenants de la connaissance et qui la veulent indiscutable, chargés de la faire passer à des aboutissants, les élèves, qui la discutent déjà avant de la recevoir et c'est cette règle du jeu (la remise en cause est permanente : eh oui la terre est plate, et je vais vous le prouver) qui labellise aujourd'hui un savoir. La vérité est une théorie comme une autre (et c'est difficile à avaler). Il y a là une alchimie impossible à obtenir, des correspondances ratées à chaque fois.

*À
l'hypermarché du savoir,
on trouve de tout, c'est bien achalandé et l'alternatif a la cote sur les étals ;
dans l'éducation le secteur marchand ne vend pas des carottes
mais*

de la connaissance « et regardez msieurs-dames cette belle pièce de mathématique toute fraîche, cette tranche d'histoire jamais révélée. ».

La concurrence joue à plein. *Mais il y a des constantes dans chaque tendance. Tout d'abord une critique très forte de l'école telle qu'elle existe, des finalités très claires et affirmées d'un engagement affiché, une promesse d'efficacité et enfin la promotion de choix individuels (à noter que personne ne le revendique et tout au plus certains le minimisent). L'économie de la connaissance est dangereuse , elle a pour but d'augmenter le profit.*

il y a prolifération, déferlante, ce qui peut conduire à une certaine confusion et à un amalgame qui peut s'avérer néfaste aux mouvements qui développent des projets d'éducation nouvelle.

Chacun·e s'octroie et s'approprie des méthodes dites innovantes (alors qu'elles ont déjà fait leurs preuves dans maintes situations d'éducation), mal comprises et souvent utilisées à contresens. L'empowerment, imposture colonisatrice et pilleuse de méthodes établies qu'elle a fait siennes frauduleusement, est passé par là.

Au milieu de cette jungle des savoirs consommables (innombrables

et de
plus en plus dématérialisés), qu'en est-il des propositions
d'éducation nouvelle, noyées dans un maelström
où grouille tout et son contraire ? *Qu'en est-il
de l'actualité de la démocratie culturelle (fleurie en
Belgique*

*surtout) ? Et du projet (défendu par Marcel Hicter⁴)
de rendre la société plus consciente d'elle-même ? Après
le burn-out, le bore out, le brown-out menace.*

Mais nous ne sommes pas
encore out,
knock-out !

Plus que jamais

*et c'est une urgence, l'enseignement est appelé à devenir un
métier coopératif, se rapprochant de l'éducation nouvelle et
de*

*la pédagogie institutionnelle. C'est un défi à relever dont
nous*

*ne pouvons nous désintéresser. Qu'est-ce qui empêche les
enseignants à payer les élèves en fausse monnaie, en monnaie
de*

*singe ? Personne ne les empêche de libérer leurs liens, mais
pour cela il y a besoin d'un raz de marée collectif et unanime
si*

*on veut tsunamier l'anémie
des pouvoirs.*

Marcel Gauchet⁵

*disait dans « le débat » : « l'école est
aujourd'hui à l'école d'elle-même », il faut
absolument réfléchir à la signification du métier
d'enseignant·e*

et ça nécessite un travail sur la connaissance. l'école ne

doit

pas, ne doit plus rester seule. J'ai souffert (dit Yannick Mevel)

de voir deux dissociations s'opérer, celle de l'éducation nationale et de l'éducation populaire puis celle de cette dernière

et de la culture. Approfondir la démocratie est un projet capital.

La pédagogie est un moyen d'y parvenir.

La différence

entre les pédagogues et les marchands c'est que les premiers assument leur déséquilibre et refusent de tenir une quincaillerie

aux rayons remplis d'outils clés en main.

Mais on est

souvent coincés : pour exister et développer des projets d'éducation nouvelle, on est contraints de passer par des appels

d'offre, de se frotter à la concurrence avec le secteur marchand

et de rentrer dans le moule astreignant du mercantilisme.

Et c'est rarement la pédagogie qui l'emporte au monopoly éducatif de l'économie capitaliste !

Et il y a des

dérives perverses même au sein de démarches volontaristes et louables : panneaux publicitaires qui promeuvent les institutions qui intègrent les jeunes en mal de moyens financiers

(Wisconsin), accès gratuit à la fac mais cours privés au sein

*du
secteur public (Mozambique).*

Le
mot marchandisation nous entraîne dans un dédale, un
labyrinthe de
notions dont nous n'avons pas l'habitude et qui peuvent nous
perdre, notre fil d'Ariane étant la pédagogie. Les politiques
publiques prennent très mal la mesure de la situation mais il
est
rassurant de penser que l'état ne peut s'en sortir sans
l'éducation populaire et le monde associatif, rassurant comme
il
est inquiétant qu'il y
reste sourd et aveugle et ne
veuille le reconnaître.

*Un exemple qui
prouve qu'en Europe et même entre deux pays proches il y a un
héritage qui fait la différence. En Belgique nous sommes les
héritiers d'une culture municipale ce qui conduit les pouvoirs
publics à accorder le plus gros budget de la culture à
l'éducation
populaire et en France étant les héritiers d'une culture
d'état,
peanuts pour le monde de la gentille éducpop.*

*Nous vivons dans
une société salariale et passons notre temps à fabriquer des
services. Le salariat suppose de remettre sa force de travail
à
quelqu'un qui en dispose, la véritable éducation n'a pas de
sens dans ce système. Il faut faire bouger le salariat, il
faut à*

tout prix sortir de cette théorie où c'est la propriété qui détermine le pouvoir.

Il faut se méfier comme de la peste du glissement de terminologie : passer d'économie sociale à social business est lourd de sens. Et c'est ce qui est suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus des projets politiques. Sachons-nous en prévenir.

François
Simon

1

Luc Carton, philosophe, vice-président de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels de Fribourg (Suisse), chercheur associé auprès de l'Association Marcel Hicter pour la démocratie culturelle (Bruxelles)

2

Le problème de cette personne c'est qu'elle instrumentalise complètement la notion d'éducation. Oui il affirme que la connaissance est un bien immatériel, que l'on ne peut mesurer et que l'on peut accumuler sans limites sauf

que
pour lui l'accumulation de connaissances doit pouvoir
permettre
aux individus et donc aux nations de s'enrichir davantage. En
gros, pour lui, il ne faudrait pas mesurer un taux de
croissance
économique par le pétrole (bien matériel) mais par
l'accumulation
de connaissances. Plus une nation accumule de la connaissance,
plus
elle est compétitive. Nous sommes donc toujours dans une
logique
libérale de croissance économique et augmentation des
richesses.
Les propos de cet homme sont très dangereux, puisqu'il utilise
les termes d'« éducation active » et
d'« émancipation »...
mais dans une démarche de pure accumulation des richesses.
Nous
ne pouvons bien évidemment partager ce point de vue.

[3](#) *Texte publié en mars 2019 sur les obligations des États en matière de droits de l'Homme de fournir un enseignement public et de réglementer la participation du secteur privé dans l'éducation .*

[4](#) Homme politique et écrivain wallon, président de la FICEMEA de 1970 à 1979

[5](#) Philosophe et historien français

SOCIAL JUSTICE DAY ! 20 FEBRUARY 2020 !

Le jeudi 20 février c'est la journée mondiale de la JUSTICE SOCIALE !

On the 20th it's the WORLD DAY OF SOCIAL JUSTICE !



Vous pouvez suivre l'actualité de cette journée sur le site internet du réseau européen SOLIDAR : [Ici](#)

*You can follow
all the actuality of the day on the website of SOLIDAR
(european
network) : [Here](#)*



Le MEPACQ (Mouvement d'Education Populaire et d'Action Communautaire au Québec) : [Ici](#)

Vous trouverez des articles sur la justice sociale et climatique !



[Facebook page](#) of the MEPAC (Quebec), where you can find articles on social justice and climate justice !



Website of the MEPACQ : [Here](#)

Déclaration du réseau SOLIDAR pour la Journée Mondiale de la Justice Sociale



Déclaration version FR (cliquez sur l'image)



Declaration ENG version (click on the image)

Organisation d'un chantier d'été par Graine de paix



L'association Graine de paix d'Oran a organisé un chantier d'été 3 à Oran, du 24 Juin au 1er Juillet prochain. Cette formation en animation jeunesse a visé à développer des compétences en techniques d'animation, à travers plusieurs jours de théorie suivis de pratique.

Le Chantier d'été de Graine de Paix, qu'est ce que c'est ?

Le chantier est formé de deux phases :

- Une formation théorique sur les

techniques d'animation destinées à la jeunesse, ou les participants pourront créer ensemble des outils d'animation tournés vers la sensibilisation au vivre ensemble et à l'éducation à la paix ;

- Une phase de mise en pratique auprès des enfants, ou les animateurs pourront proposer aux groupes d'enfants les animations créées ;

Qui a participé ?

Le chantier a réuni 30 participant(e)s résidant en Algérie.

Les critères d'inscription :

- Jeune de 20 à 30 ans, résidant en Algérie, actif dans une association partout sur le territoire algérien ;
 - Volonté de s'impliquer pour le changement ;
 - Engagement de participation du début à la fin du chantier et de démultiplier l'action dans sa propre association ou localité.
-

Initiative des Éducateurs pour la Promotion de l'Éducation Nouvelle en Haïti



Le cahier du Lien

Les rencontres de la photographie d'Arles – La photo ou l'art de s'exprimer

« La

photographie façonne les contours d'une contre-culture, où la mise en scène de son quotidien devient une alternative aux modèles dominants, une résistance à l'ordre établi. »

Sam Stourdzé, directeur des Rencontres de la Photographie d'Arles.

Les Rencontres de la Photographie d'Arles fêtent cette année leur 50^e anniversaire.



En 1970, Lucien Clergue (photographe arlésien), Michel Tournier (écrivain) et Jean Maurice Rouquette (historien) fondent le festival des Rencontres Internationales de la Photographie d'Arles.

À l'initiative de la mise en place de ces Rencontres, le souhait de rendre accessible l'art de la photographie pour tous et toutes.

À travers ces nombreuses années, le festival des Rencontres de la Photographie a évolué, permettant la mise en place du festival « Voies OFF », qui fête son 24^e anniversaire cette année.

Le festival « OFF », qui se tient au même moment que le festival officiel « In », aura permis à de nombreux et nombreuses artistes amateurs et amatrices de faire valoir leur travail auprès des spectateurs, spectatrices et professionnell.es de la photographie. Cette année encore, le festival « OFF » donne l'opportunité à chacun.e d'échanger avec les artistes présent.es à Arles.

Le temps d'un été, la ville d'Arles vit au rythme de l'international de la photographie et dans l'harmonie des échanges culturels. Les lieux de vie de la ville sont exploités pour exposer les travaux des artistes.

Le souhait des organisateurs et organisatrices du festival des Rencontres d'Arles est aussi de pouvoir intégrer pleinement les arlésiens et arlésiennes au festival, d'un point de vue économique, grâce au dynamisme du festival pendant tout l'été, mais aussi et surtout pour inviter les habitant.es à s'intéresser à l'art de la photographie.

De nombreuses initiatives sont mises en place lors du festival afin de favoriser les échanges entre les acteurs et actrices du festival, des spectacles sont organisés dans la ville et rendus gratuits pour

les habitant.es de la ville d'Arles.

Les

Ceméa France organisaient cette année, une formation « Voir, recevoir, créer et critiquer des photographies », l'occasion de s'immiscer dans le festival des rencontres d'Arles, et découvrir la richesse des œuvres présentes lors de cette 50^e édition du festival des *Rencontres de la Photographie d'Arles*.

La

formation disposait de plusieurs volets, l'un davantage axé sur les expositions photographiques et la présentation des photographes, un autre axé sur les rencontres avec les photographes, et un dernier volet, certainement plus technique, dans la maîtrise de l'appareil photo.

Ces

différents volets ont permis d'assembler diverses connaissances et ont invité chaque participant.e à une réflexion sur ce qu'est la photographie, comment la pratiquer, l'exploiter, et en tirer les meilleurs bienfaits pour tous et toutes ?

Cette

réflexion amène, dans le même temps à la question de l'accessibilité de l'exploitation de la photographie par chacun.e. L'accessibilité de la photographie permet de faire

le
parallèle avec la notion de démocratie culturelle, pensée
comme
une participation active des citoyens et citoyennes et ainsi
inviter
au partage des perceptions culturelles de tous et toutes.

Ce
n'est pas seulement la question de l'accessibilité à l'art de
la photographie mais à la notion de l'expression individuelle
au
travers de la photographie (ou de tout autre art au sens
large).

De
nos jours, le numérique nous donne plus commodément
accès à la photographie, de part, notamment, la présence
d'appareils photo dans nos smartphones. Ces « photos
souvenirs » sont-elles des œuvres de photographe amateur ou
amatrice ? Quelle place, ces photos, prises à chaque instant
peuvent avoir dans différents contextes et/ou environnement et
participent-elles au développement de la démocratie
culturelle ?

Cette
question est intéressante puisque l'accessibilité de l'outil
est un fait, mais qu'en est-il de la notion artistique que
revête
la photographie ? La photographie a-t-elle le même sens dans
ces deux approches ?

Il
me semble que les éléments de réponses sont divers et chacun.e

peut y trouver sa propre réponse. Je ferai part, ici, de ce qui me semble être des éléments de réponse à l'existence même de la photographie.

La photographie est un art, créativité inhérente à l'homme, dont les sens, les émotions et intuitions sont propres à l'individu lui ou elle-même. C'est certainement par la diversité de ses ressentis, émotions et réflexions que l'art produit une richesse sans précédent.



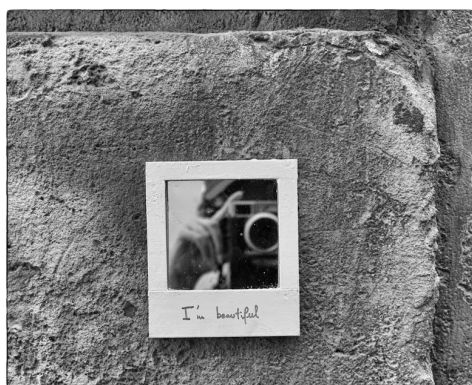
Grâce à la notion de démocratie culturelle, on met en avant l'idée que les ressentis sont pluriels et produits par une diversité d'acteurs et actrices qui permettent cette hétérogénéité. On ne conditionne plus les individus dans des goûts artistiques particuliers, on les invite à participer à leurs propres réflexions et mettre en avant leurs préférences.

Il s'agit certainement de ne pas faire de la photographie un art inaccessible mais bien disponible pour tous et toutes à travers nos envies, nos ressentis et nos perceptions individuelles.

La

photo a ce pouvoir de rendre le réel statique, pour toujours.
Mais
la photographie peut être en lien avec nos imaginaires et fait
donc
ainsi appelle à notre créativité.

Ce
pouvoir permet de confronter les réalités de nombreuses
cultures,
les mettre en opposition ou en adhésion. C'est grâce à cette
idée de confrontation, que nos mœurs évoluent, nous amènent à
critiquer, et penser différemment.



La
photographie est dans ce sens (en constante évolution), un
outil
d'éducation nouvelle, toujours enclin à de nouvelles
représentations. La photographie vit avec son temps, et se
fait,
parfois, la porte-parole d'une société. Grâce au développement
des interprétations personnelles, de l'appel à la créativité
de
tous et toutes, la photographie porte un regard sur les
perceptions
individuelles ou collectives d'une époque donnée, d'un

sentiment exprimé ou d'un vécu.

Éducation et Photographie

Un cliché peut permettre à chacun.e de s'identifier, de comprendre ou de percevoir différemment. Cet outil photographique nous permet à tous et toutes, de donner de la visibilité à une image, un environnement, une personne.

La photographie peut nous permettre, dans une moindre mesure, de s'exprimer, individuellement ou au travers du collectif. À travers les représentations que chacun.e met en avant, nous pouvons retrouver la notion d'éducation ; le fait de partager ses perceptions, et d'accepter un échange collectif afin de valoriser sa démarche, ou de contrebalancer ses opinions (jusqu'ici parfois bien ancrées).

L'usage de la photographie est donc un instrument éducatif intéressant pour les actrices et acteurs socio-éducatifs dans une démarche pédagogique d'échanges humains.

Par le biais de nos perceptions, nous créons nos propres réalités.

La façon dont chacun.e perçoit une émotion, une scène, un contexte nous invite à nous repositionner face à cette situation (devant nous) et a tendance à impacter nos pensées et nos actions.

L'accessibilité de la photographie passe par la disponibilité pour tous et toutes à l'apprentissage de la photo. Cette accessibilité nous donne à chacun.e de nouveaux éléments de compréhension, de réflexion. Tout ceci s'inscrit dans l'apprentissage quotidien tout au long de la vie.

Cet apprentissage en constante évolution, peut nous permettre d'amorcer un changement sociétal. Il ne serait plus seulement question de culture « pour tous et toutes » mais « avec tous et toutes ». En acceptant les différences de chacun et chacune, nous pourrions enfin envisager une société plurielle, respectueuse des préférences et des personnalités de tous et toutes. La photographie serait, en son sens, l'un des outils à la transformation de nos constructions sociales.

Quelques expositions marquantes :

LIBUŠE

JARCOVJÁKOVÁ- exposition Evokativ

Photographies

prises entre 1970 et 1989, Tchécoslovaquie communiste et oppression

politique. Dans un pays où les libertés individuelles sont souvent

mises à rudes épreuves, LIBUŠE JARCOVJÁKOVÁ nous fait part de sa

propre conception de la liberté, avec des clichés en noir et blanc,

elle illustre les libertés sexuelles, libertés de consommation (drogue, alcool), libertés émotionnelles (dépression, amour, peine, déception) à travers une série de photographies.

La

photographe nous invite à percevoir sa conception de la liberté, et

tente de photographier ses émotions à travers l'appareil photo, à

nous spectateur, spectatrice de les déceler.



« Libuše Jarcovjácová, Facteur de la Bohème du nord, Prague, 1984 » (*Source : site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles*)

LA MOVIDA, CHRONIQUE D'UNE VAGUE

Alberto

Garcia-Alix (1956), Ouka Leele (1957), Pablo Pérez Minguez (1946-2012), Miguel Trillo (1953)

Pérez

Mínguez : « Là où trois personnes partagent l'envie de faire quelque chose ensemble, il y a une movida ».

La

movida, est un mouvement apparu en Espagne dans les années 80 après la dictature franquiste. Ce mouvement s'est instruit des modernités

musicales, cinématographiques, picturales...

Cette exposition rassemble les œuvres de 4 photographes, chacun.e ayant vécu le mouvement à sa façon.



« Ouka Leele, Peluquería [Salon de coiffure], 1979 »
(Source : site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles)

«**MOHAMED**

BOUROUISSA- Libre échange

M.

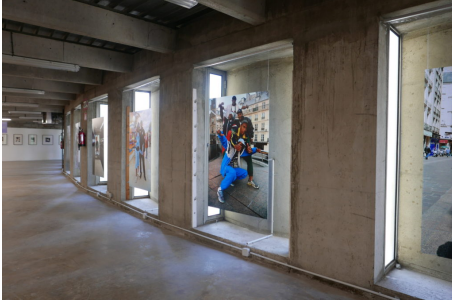
Bourouissa expose ses œuvres (photographies, sculptures, vidéos,

peinture) au 1^{er} étage d'un monoprix.

L'idée

d'exposer dans une grande surface interroge notamment sur la place

des chômeurs, chômeuses, la circulation des biens, de l'argent dans l'environnement sociétal.



Au travers de la richesse de ses œuvres et de la collaboration avec d'autres artistes, l'exposition de M. Bourouissa ne cesse d'interroger sur la conception de notre réalité sociétale, nos habitudes et nos paradoxes. Lors de l'exposition, m'est venue cette question : *quel prix pour le libre ?*

LA ZONE AUX PORTES DE PARIS

Exposition

de la « Zone », qui correspond à une bande de terre de 250 mètres sur les 34km autour de Paris en 1844. Cette zone, un temps déserte, a été investie par des populations pauvres, qui ont construit des habitations précaires, parfois insalubres. Ces photos sont de source anonyme, mais elles engagent une question qui persiste dans notre société actuelle, celle d'une séparation des espaces géographiques en fonction des classes sociales. Cette séparation géographique qui a tendance à influencer directement les rapports sociaux.



Photographe anonyme, Enfants de la Zone, Rue Forceval, Porte de la Villette, France, 1940 (Source : *site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles*)

EVE

ARNOLD, ABIGAIL HEYMAN

&

SUSAN MEISELAS – THE UNRETOUCHED WOMAN

Ces

3 photographes états-uniennes ont photographié des femmes, des filles dans leur quotidien, leur travail, leur intimité, leurs relations. En tant que femme, il est possible de s'identifier à

l'une des photographies présentes dans l'exposition, de part la

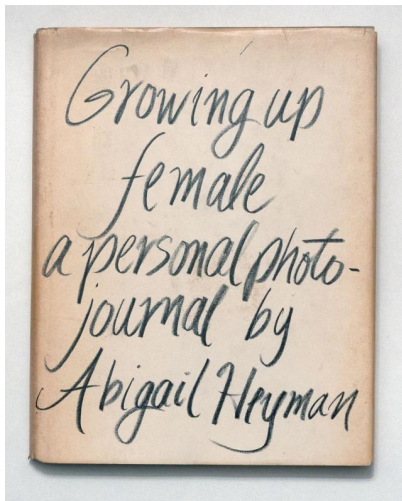
diversité de la représentation « d'être une femme »,

chacune ayant sa propre représentation d'elle-même, sa propre

identité et son propre environnement.

Ces

photos sont d'un naturel éclatant/prestigieux, qui nous donne envie de rester dans cette salle des heures et des heures.



Couverture du livre d'Abigail Heyman, *Growing Up Female: A Personal Photo-Journal*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1974. (Source : site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles)

TOM WOOD – Mères, filles, sœurs

Tom

Wood nous fait part d'une réalité, une perception de la vie de famille des femmes à Liverpool. Avec un naturel insaisissable.

Le

photographe illustre à travers ces clichés le statique du mouvement

de la vie quotidienne.



Tom Wood, Great Homer Street Market, Liverpool, 1991
(Source : site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles)

Explorations et rencontres engagées en territoire québécois

Conseil québécois des loisirs

Dans le stade olympique, après un dédale de couloirs où nous croisons la fédération de Curling, de Hockey et d'Ultimate, nous sommes accueilli-e-s par Sonia Vaillancourt dans les bureaux du Conseil Québécois des Loisirs.

Nous échangeons sur la formation d'animateur, animatrice en Belgique et au Québec. Elle nous explique comment est organisé le DAFA (diplôme d'aptitude aux fonctions d'animateur).

Au fil de la discussion, nous nous rendons compte que nous partageons les mêmes valeurs ainsi qu'une vision commune du temps libre. Nous faisons également le constat que la réalité politique et institutionnelle de l'organisation du temps libre et des loisirs au Québec est très différente. Cette rencontre réveille en nous des envies d'échanges et de mobilités pour les animateurs et animatrices québécois-e-s et belges.



Bâtiment 7

Après avoir longtemps cherché un bus qui nous emmènerait dans le quartier de Pointe-Saint-Charles, nous arrivons enfin au Bâtiment 7. Dans ce quartier ouvrier, ancien fleuron de l'industrie ferroviaire canadienne, des habitant-e-s se battent depuis plus de 20 ans pour préserver une ancienne usine de la destruction et d'un projet de construction d'appartements de luxe. Nous y rencontrons Natacha Alexandroff, citoyenne du quartier, qui fait partie de l'aventure depuis le début. Aujourd'hui, le propriétaire du terrain et du bâtiment a cédé une partie de celui-ci au collectif « 7 à Nous ». Dans le bâtiment, il y a des ateliers de céramique, de réparation de vélo, de menuiserie, un espace de jeux vidéo, une fonderie... où chacun-e peut venir réaliser ses projets. Une épicerie s'est également installée, les membres y consacrent quelques heures chaque mois et bénéficient de prix réduits en échange de leur temps. Une micro-brasserie propose un espace de rencontres où l'on peut se retrouver pour manger et goûter leur bière. Des musiciens s'y retrouvent tous les dimanches pour jouer ensemble. Natacha nous raconte l'histoire du quartier, du bâtiment, des luttes d'aujourd'hui et de demain: « Ce n'est jamais fini ! ». Le Bâtiment 7 et le collectif « 7 à Nous » luttent encore aujourd'hui pour maintenir le lieu accessible, contre la gentrification du quartier et pour obtenir le reste du

bâtiment et du terrain.

Le multimillionnaire qui en est le propriétaire essaye encore aujourd'hui de mettre la pression en voulant construire des appartements luxueux. Le collectif « 7 à nous », au travers de sa lutte pour le Bâtiment 7, milite au quotidien pour rendre aux habitant-e-s du quartier du pouvoir sur ce qu'ils et elles vivent et sur leur milieu.



Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec

Suite à nos rencontres en 2016 au Forum Social Mondial, puis à notre participation en 2017 au colloque du MEPACQ ((Mouvement d'Éducation

Populaire et d'Action Communautaire du Québec) intitulé « En action pour la justice sociale », nous avons été invité-e-s à l'Assemblée Générale Annuelle du MEPACQ. Gabriel Dumas et Jana Tosdado, deux permanent-e-s du MEPACQ, nous hébergeaient lors de notre venue à Montréal. Nous avons découvert la ville et sa culture en leur compagnie. Nous nous sommes retrouvé-e-s avec la troisième permanente du mouvement, Valerie Lepine, pour échanger nos outils, nos perspectives futures et nos pratiques. Dans une discussion autour des liens entre éducation populaire et pédagogie nouvelle, elles et il nous ont fait part des orientations futures de leurs luttes contre le racisme et pour la justice climatique et sociale.

L'assemblée générale annuelle a commencé par une activité de sensibilisation à la situation et l'histoire des autochtones du Canada, « l'atelier des couvertures ». Au travers d'un récit interactif, nous avons incarné physiquement le processus

de colonisation. La perte de territoires, les maladies, les injustices et les massacres relatés ont suscité beaucoup d'émotions chez les participants-e-s.

Le lendemain matin, les 11 tables régionales du MEPACQ, qui regroupent chacune plusieurs groupes de base, ont partagé leur actualité avec le reste du groupe. Nous avons été frappé-e-s à quel point nos luttes peuvent être similaires et convergentes. Dans l'après-midi, Bernard Vallée, un des fondateurs du MEPACQ a présenté l'histoire de l'éducation populaire autonome au Québec. Nous avons constaté que nous partageons avec eux des racines et des courants de pensées communs incarnés par des hommes et femmes parfois différent-e-s.

En fin de journée, nous avons proposé aux participant-e-s de l'AGA de découvrir la FICEMÉA et les CEMÉA Belgique. Après avoir vu des pieuvres, des narvals, des bélougas, des oursins et des raies se déplacer dans l'espace, nous nous sommes retrouvé-e-s en petits groupes pour mettre en lumière les points communs entre l'éducation populaire et l'éducation nouvelle. Au départ de phrases qui guident notre action, nous avons décortiqué nos idées, nos pratiques et les leurs. La soirée s'est terminée par une présentation plus formelle de la FICEMÉA et des CEMÉA Belgique.

Les échanges se sont poursuivis de manière plus informelle par la suite. La journée du lendemain était consacrée aux orientations stratégiques et au plan d'action du MEPACQ pour les 4 années à venir. Nous avons pu observer les processus de discussion, négociations et de décision de l'assemblée et y avons retrouvé de la similarité avec nos propres fonctionnements, comme la création de sous-groupes hétérogènes et de retour au grand groupe.

Et après...

Cette mobilité a été riche en rencontres et en découvertes et a stimulé nos envies d'en découvrir plus ainsi que notre

conviction que les luttes pour plus d'émancipation et de justice sociale dépassent les carcans nationaux et internationaux dans lesquels nous évoluons. Il faut pouvoir se rassembler pour continuer la lutte et faire sens.

En bref, c'tait ben ben l'fun.

Simon Ceméa Belgique

test

Auto-évaluation d'une association d'associations
la
FICEMEA

Jean Blairon et Jacqueline Fastrès
asbl RTA

L'éducation est un travail d'orfèvre, il nécessite de la

finesse dans la relation à l'autre, de l'analyse pour la prise en compte de l'histoire et de la place de chacun et chacune et une volonté : celle de nous penser dans une humanité plurielle.